

Il est remarquable que Maximilien eut, de son côté, accepté les propositions de Léon X, en leur donnant plus d'extension encore, c'est à dire en fixant à trois années la conquête successive de toutes les provinces turques d'Europe, d'Afrique et d'Asie, et en offrant de terminer cette grande entreprise par la délivrance de la Palestine. Telles étaient alors les préoccupations de la politique européenne.

La vacance de l'Empire et l'élection de Charles-Quint firent ajourner toute idée de croisade, et dans le même temps la mort de Sélim rassura l'Europe qui ne tenta aucun effort pour défendre Belgrade ni Rhodes. La France, tout occupée de la guerre qu'elle soutint contre l'empereur, n'envoya aucun secours aux chevaliers de Rhodes, quoique la plupart d'entre eux fussent Français, et que ce fût un Français, Villiers de l'Île-Adam, qui les commandât. Cependant les Turcs mirent sept mois à enlever une forteresse que gardaient huit mille hommes, et leur armée comptait cent mille assaillants. Après la chute de Rhodes, le pape Adrien VI fit vainement un nouvel appel aux princes chrétiens; la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint ne permettait pas qu'il fût entendu. L'Eglise reconnut qu'elle n'avait qu'un moyen d'entreprendre une croisade immédiate; ce moyen était de faire elle-même une armée fournie et entretenue par tous les Ordres religieux de la chrétienté. Le projet de lever une armée de ce genre fut soumis au pape et agréé par la cour de Rome, mais il était difficile qu'on l'exécutât.

Non seulement la croisade n'eut pas lieu, mais les Turcs prirent de jour en jour une plus forte position en Europe. Ils n'avaient encore signé de traités qu'avec Venise ou les rois de Hongrie et de Pologne, leurs voisins immédiats; ils ne tardèrent pas à en signer avec les puissances occidentales elles-mêmes. C'était un acheminement à la reconnaissance de la Turquie comme puissance européenne, et cette